



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Accumulation du capital et stagnation du revenu en agriculture

Mme Florence Jacquet, Yves Madeline

Résumé

Entre 1960 et 1978 le revenu brut global de l'agriculture n'a presque pas augmenté, mais une part croissante de ce revenu a dû être consacrée à l'accumulation de capital nécessaire à la modernisation de la production. De ce fait, malgré un exode rural massif, le revenu disponible par exploitations n'a que faiblement augmenté. Si les agriculteurs ont pu, en moyenne, augmenter leur niveau de vie de façon comparable aux salariés, c'est parce que les conditions socio-économiques de la modernisation leur ont procuré des sources de disponibilité monétaire aussi importantes que le seul résultat de la production.

Abstract

Between 1960 and 1978, gross overall farm income has hardly increased at all but a growing share of this income has to be set aside for capital accumulation in order to modernize production. Consequently, the disposable per farm income has increased little in spite of a massive off-farm migration. If the farmers have been able to raise their standard of living to a certain extent comparable to that of wage-earners, this is due to socio-economic conditions of modernization which release liquid funds of the same magnitude as the farm profits.

Citer ce document / Cite this document :

Jacquet Florence, Madeline Yves. Accumulation du capital et stagnation du revenu en agriculture. In: Économie rurale. N°145, 1981. pp. 9-12;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2793>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_145_1_2793

Fichier pdf généré le 08/05/2018

ACCUMULATION DU CAPITAL ET STAGNATION DU REVENU EN AGRICULTURE*

Florence JACQUET
Confédération Française
de la Coopération Agricole

Yves MADELINE
Institut Technique
de l'Elevage Bovin

Résumé :

Entre 1960 et 1978 le revenu brut global de l'agriculture n'a presque pas augmenté, mais une part croissante de ce revenu a dû être consacrée à l'accumulation de capital nécessaire à la modernisation de la production. De ce fait, malgré un exode rural massif, le revenu disponible par exploitations n'a que faiblement augmenté. Si les agriculteurs ont pu, en moyenne, augmenter leur niveau de vie de façon comparable aux salariés, c'est parce que les conditions socio-économiques de la modernisation leur ont procuré des sources de disponibilité monétaire aussi importantes que le seul résultat de la production.

Summary :

CAPITAL ACCUMULATION AND STAGNATION OF FARM INCOMES IN AGRICULTURE.

Between 1960 and 1978, gross overall farm income has hardly increased at all but a growing share of this income has to be set aside for capital accumulation in order to modernize production. Consequently, the disposable per farm income has increased little in spite of a massive off-farm migration. If the farmers have been able to raise their standard of living to a certain extent comparable to that of wage-earners, this is due to socio-economic conditions of modernization which release liquid funds of the same magnitude as the farm profits.

L'origine de notre réflexion a été l'augmentation du nombre d'exploitations agricoles confrontées à des difficultés financières. Les diverses études réalisées sur le sujet ne permettent guère de trouver une cause commune aux difficultés des exploitations agricoles, sauf à la chercher dans des modifications profondes, et non pas conjoncturelles, des conditions de la production agricole. Le seul dénominateur commun des exploitations que nous avons observées consiste en la réalisation d'un investissement important, grâce à un recours massif à l'endettement, et en l'insuffisance du revenu dégagé face aux charges de remboursement.

Cherchant à mieux connaître l'évolution du capital en agriculture et son financement par le revenu, notre hypothèse a été que les difficultés actuelles de l'agriculture trouvent leur origine dans une évolution contradictoire du revenu et du capital.

Notre analyse se situe sur un plan global (sans tenir compte des disparités entre exploitations) ; elle tente de dégager et de chiffrer les principales tendances de l'évolution 1960-1978.

IL FAUT AUJOURD'HUI EN AGRICULTURE 3,4 FOIS PLUS DE CAPITAL PAR TRAVAILLEUR QU'EN 1960.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole s'est livrée à une estimation du bilan de l'agriculture française et de son évolution depuis 1960. A partir de ce bilan publié en francs courants, nous avons effectué deux opérations, le convertissant en francs constants 1978 pour l'année 1960 (cf. tableau 1) puis le rapportant au nombre de travailleurs actifs et au nombre d'exploitations présentes dans l'agriculture.

Première constatation, l'ensemble du secteur agricole a réalisé au cours des 20 dernières années une capitalisation en terme réel très importante puisque la valeur de l'ensemble des moyens de production utilisés par les agriculteurs a été multipliée par 1,76 en francs constants.

Simultanément à cet accroissement global de la valeur des moyens de production détenus par les agriculteurs, s'est produit un exode rural très important : la population active a été divisée par près de 2 et le nombre d'exploitations par 1,7. De ce fait, le capital nécessaire par travailleur actif ou par exploitation s'est accru encore plus vite. En

1978 le capital par travailleur actif en agriculture, autrement dit le «poste de travail», valait en moyenne 3,4 fois plus en 1960 (319.500F en 1978, 94.300F en 1960). Par exploitation, cette augmentation a été en moyenne un peu moins rapide à cause d'une diminution plus importante des salariés et des aides familiaux que des chefs d'exploitation. Le capital d'une exploitation en 1978 est en moyenne 3 fois plus important qu'en 1960 (728.000F en 1978, 246.000F en 1960).

Au passif du bilan, on observe des modifications importantes dans la répartition du financement de ces moyens de production entre capitaux des bailleurs, capitaux propres des agriculteurs exploitants et dettes de ces agriculteurs.

La part des capitaux détenue par les bailleurs s'est peu modifiée (28% du passif en 1960, 29% en 1978). En revanche, des modifications importantes se sont produites entre les capitaux propres des agriculteurs (qui ont baissé de 66% du passif en 1960 à 57% en 1978) et les dettes de ces

*Les auteurs s'expriment ici à titre personnel

agriculteurs qui ont augmenté de 6% du passif en 1960 à 14% en 1978, soit un accroissement global de 4,3 fois.

L'accroissement spectaculaire de l'endettement des agriculteurs indique que les ressources dont ils ont disposé au cours de la période ont été insuffisantes pour faire face aux acquisitions de foncier (achats et soultes nécessaires pour maintenir leur part de foncier) et aux investissements en bâtiments, matériel et cheptel qu'ils ont réalisés.

LE REVENU GLOBAL DE L'AGRICULTURE A PEU AUGMENTE. LA PART DE CE REVENU CONSACREE A L'ACCUMULATION S'EST FORTEMENT ACCRUE.

La première source de financement des agriculteurs vient de la production ; son résultat est le revenu brut agricole (RBA). Le RBA, pris ici hors transferts sociaux, sert à financer l'investissement et la consommation des agriculteurs.

D'après les sources disponibles, nous avons estimé l'évolution de l'investissement annuel réalisé au cours de la période 1960-1978 (achats fonciers, versements de soultes, FBCF) (1) et nous l'avons comparée au RBA (cela sur trois années «moyennes» ; 1960 : moyenne 1959-1960-1961 ; 1970 : moyenne 1969-1970-1971 et 1978 : moyenne 1977-1978-1979 (cf. tableau 2).

Cette comparaison permet de constater que sur cette période, on observe une faible augmentation du RBA (x 1,03 en francs constants) tandis que les investissements se sont considérablement accrus (x 2,3). L'investissement absorbait 23 % du RBA en 1960 ; il en absorbe 45 % en 1978.

Lorsqu'on rapporte ces évolutions au nombre d'exploitations, on observe une évolution très favorable du RBA par exploitation qui est passé de 29.854F en 1960 à 51.914F

Ce phénomène global est bien entendu amplifié lorsqu'on le rapporte au nombre de travailleurs ou d'exploitations. Ainsi, les dettes des agriculteurs par exploitation ont été multipliées par 7,2 (de 14.500F à 104.000F par exploitation). Les capitaux propres ont progressé de 2,5 fois (de 163.300F à 412.000F par exploitation). Encore plus considérable, a été l'accroissement global du capital par exploitation qui a progressé de 3 fois.

en 1978 (+ 75%), ce qui s'explique en partie par la diminution rapide du nombre d'exploitations. Les observations ne s'arrêtent souvent qu'à l'analyse de ce ratio qui indique une amélioration importante. Mais lorsqu'on retire du revenu la part consacrée à l'investissement, on observe une croissance nettement plus faible du revenu disponible (22.968F en 1960, 28.653F en 1978, soit + 25%). L'accroissement de revenu par exploitation est donc passé, en grande partie, dans l'accumulation.

La simple observation du niveau de vie des agriculteurs montre qu'ils ont indéniablement augmenté leur pouvoir d'achat même si cette augmentation a été moins forte que pour l'ensemble des ménages. Or, le revenu disponible théorique, que nous venons de calculer (+ 25% sur la période), ne peut rendre compte à lui seul de cette amélioration du pouvoir d'achat, sachant que dans la même période, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté d'environ 10 fois plus (+ 260 %, d'après les comptes de la nation). D'autres facteurs d'accroissement des disponibilités monétaires pour la consommation sont venus s'ajouter au revenu de la production.

LES DISPONIBILITES MONETAIRES DES AGRICULTEURS ONT ETE AMELIOREES PAR D'AUTRES SOURCES QUE LA PRODUCTION.

Pour apprécier l'amélioration réelle du niveau de vie des agriculteurs, il faut tenir compte de l'ensemble des facteurs qui concourent à la création d'un disponible pour la consommation dans la caisse unique formée par l'unité exploitation-ménage. Ce disponible n'est pas seulement le résultat au sens strict de la production, il provient aussi des conditions socio-économiques dans lesquelles elle s'est réalisée.

En premier lieu l'exode rural, en affectant plus les aides familiaux que les chefs d'exploitation, a fait baisser le nombre de travailleurs actifs par exploitation. De ce fait, le revenu disponible par personne active a connu une augmentation plus importante (9.800F en 1960, 13.600F en 1978) d'environ 40%, alors que, nous l'avons vu, le revenu disponible par exploitation n'a augmenté que de 25%.

Un autre facteur d'amélioration à prendre en compte concerne l'endettement et l'inflation. Dans le calcul de revenu disponible effectué précédemment, les investissements sont déduits du RBA à leur valeur de réalisation. Or, ils ont été financés pour partie par autofinancement et pour partie par emprunt. Si du point de vue de la trésorerie disponible le montant de l'autofinancement doit être déduit du RBA de l'année de réalisation des investissements, il en va autrement pour les emprunts dont le remboursement s'étale sur la durée des prêts. Pendant la période considérée, les agriculteurs ont accru leur endettement, c'est-à-dire que chaque année ils ont emprunté plus qu'ils n'ont remboursé d'annuités en capital (les frais

financiers sont déjà déduits car comptabilisés en charge d'exploitation). Il est donc resté un solde positif qu'il faut rajouter au calcul de revenu disponible pour la consommation (RBA - FBCF) effectué précédemment.

Par ailleurs, cet étalement des remboursements a pour conséquence de les diminuer chaque année, en terme réel, du montant de l'inflation. Il est difficile de mesurer séparément l'incidence de l'inflation et de l'accroissement de l'endettement. On peut les estimer globalement par les variations d'encours annuelles de l'endettement total des agriculteurs. L'encours total varie en effet chaque année du montant de la différence entre les prêts versés aux agriculteurs et leurs remboursements en francs courants.

Ces deux facteurs, sur la moyenne des deux années 1959-1960, 1960-1961, contribuaient pour 1.027F par actif familial à l'amélioration des disponibilités. Ils sont passés à 3.773F (2) au cours des années 1977-1978 et 1978-1979, soit une augmentation de 2.700F par actif familial.

Ce gain de trésorerie est précaire et peut s'inverser si les agriculteurs diminuent fortement leurs emprunts. En effet, même diminués de l'inflation, les remboursements risquent de leur être supérieurs, ce qui constituerait un coût pour la trésorerie disponible. Ce gain de trésorerie par endettement a atteint son maximum aux alentours de 1976-1977 où il a atteint 4.784F, soit un accroissement de 3.757F par rapport à 1960.

2. Ce chiffre est vraisemblablement sous-estimé car l'encours total est estimé par le Crédit Agricole à partir de son encours propre évalué depuis 1970 à 70% de l'encours total. Or, la diminution en terme réel des prêts du C.A.M. en 1979 fait baisser l'encours total. Ce qui est peu vraisemblable, car il y a eu report de l'endettement sur d'autres sources (fournisseurs).

1. Achats fonciers et versements de soultes : Société Centrale d'aménagement foncier et rural - FBCF : SCEES, comptes de l'agriculture.

D'autre part, la mise en place d'une protection sociale pour les agriculteurs presque équivalente à celle des autres catégories sociales sans qu'ils en supportent totalement le coût, a conduit à des transferts sociaux croissants.

Leur accroissement moyen entre les trois années 1959-1960-1961 et les trois années 1977-1978-1979 s'élève à + 940 F par actif familial; il est à ajouter au revenu disponible théorique.

La croissance des transferts sociaux en faveur de la population agricole inactive est beaucoup plus importante : + 7.900F par personne inactive (10.500F en 1978, 2.600F en 1960).

On ne peut prendre en compte dans l'amélioration du revenu disponible des actifs familiaux que les transferts sociaux qui leur sont réservés. Cependant il faut observer qu'indirectement, l'accroissement de revenu des inactifs par les retraites, IVD, fonds de solidarité, etc..., a déchargé en partie les actifs familiaux.

Enfin, pour beaucoup d'exploitations, la stagnation du revenu de la production a eu pour conséquence la recherche de revenus extérieurs à l'exploitation : la double activité s'est développée.

D'après l'INSEE, sur la période 1960-1978, le nombre de chefs d'exploitation à temps complet a diminué au rythme de -3,6% par an, et le nombre de chefs d'exploitation à temps partiel au rythme de -2% par an. Les exploitants à temps partiel sont donc relativement plus nombreux en 1978 qu'en 1960 (près de la moitié des exploitants totaux).

A cette double activité des actifs agricoles, il faut ajouter la double activité des ménages. On constate en effet que le nombre de femmes travaillant à l'extérieur s'accroît de plus en plus chez les jeunes agriculteurs qui s'installent actuellement. Cette source de revenu extérieur est souvent décisive dans les possibilités d'accumulation pendant les premières années d'installation.

Une estimation de l'INSEE effectuée en 1975 évalue ces revenus extérieurs à 21.370 millions de francs courants (le RBA -hors transferts sociaux- de la même année s'élevait à 53.709 millions). Ils auraient donc représenté 28% du revenu global des ménages d'agriculteurs et 13.000F par actif familial cette année.

En définitive, le processus d'accumulation qu'a connu l'agriculture au cours des 20 dernières années, a conduit à une baisse globale de son revenu théoriquement disponible après investissement, et une faible hausse de ce revenu par exploitation (+ 25%). Néanmoins, les conditions socio-économiques dans lesquelles s'est faite cette accumulation ont permis d'augmenter en terme réel les disponibilités monétaires pour la consommation de 70% par actif familial. En francs constants 1978, elles sont passées de 11.551F en 1960 à 19.016F en 1978. Mais l'accroissement de la productivité du travail des actifs familiaux, résultant principalement de la diminution de leur nombre, n'a contribué que pour 3.858F à l'augmentation de ces disponibilités, soit guère plus que les autres facteurs (endettement, inflation, transferts sociaux) qui y ont contribué pour 3.612F.

De ce fait, la part de la production au sens strict dans la création de disponibilité pour la consommation est tombée de 85% des disponibilités globales en 1960, à 72% en 1978.

Cette part de la production chute encore si on ajoute pour 1978, à partir des données de l'INSEE, une estimation des revenus extérieurs de 10.470F par actif familial.

3. Notamment : ralentissement de l'exode rural et des possibilités d'endettement (encadrement du crédit et restrictions sur les prêts avantageux) ; participation plus importante à la couverture sociale (une couverture totale des charges sociales par les cotisations des agriculteurs absorberait plus du tiers du RBA).

4. Cf dans ce numéro, C. ROGER, Revenu agricole et revenu des agriculteurs.

Le revenu disponible venant de la production représente alors moins de la moitié de revenu disponible total (46%). Avec ces revenus extérieurs on retrouve une progression des disponibilités de 3 à 4% par an, qui est, bien que plus faible, assez comparable à celle de l'évolution des salaires (+ 6% par an).

Conclusion

Le processus de développement dans lequel se sont engagées les exploitations agricoles depuis une vingtaine d'années, à partir des modèles de production qui leur ont été proposés, avait pour but d'améliorer leur revenu par l'accroissement de leur production. Tous les résultats montrent que cela a été un succès pour la production qui a très fortement augmenté pour la plupart des produits. En revanche, l'analyse des résultats économiques de cet effort de production doit être plus nuancée.

Aussi contradictoire que cela puisse paraître, l'amélioration du revenu disponible des ménages a plus été le fait des conditions socio-économiques dans lesquelles s'est effectué le développement (diminution du nombre de travailleurs par exploitation, endettement, inflation, augmentation des transferts sociaux et de la pluriactivité) que du développement lui-même.

Les difficultés que connaissent les exploitations agricoles aujourd'hui viennent au moins autant de la diminution de ces sources de revenus extérieurs (3) que de la baisse du RBA. Celui-ci n'a pas encore été fortement attaqué, son maintien sur une tendance nulle ou faiblement négative ayant été assuré par les subventions d'exploitation au cours des dernières années.

Les observations que nous venons de faire concernant le revenu disponible global des agriculteurs dans lequel la production tend à jouer un rôle de plus en plus faible, sont à mettre en relation avec celles concernant la part de cette même production dans la création du RBA (4). Celui-ci serait aujourd'hui constitué de 40 à 60% d'aides de l'Etat selon les années.

Au total, le résultat de la production au sens strict n'entrerait donc que pour 30 à 40% dans le revenu global des ménages agricoles sans compter les revenus résultant d'emploi extérieur.

La situation que nous venons de décrire ne nous apparaît pas comme un avatar de la modernisation de l'agriculture familiale dans notre système économique, mais comme une donnée structurelle de type de développement suivi : spécialisation-intensification forcée. Sauf à envisager un relèvement substantiel du RBA par une croissance des prix agricoles plus rapide que l'inflation, la poursuite de cette politique nécessitera une intervention croissante de l'Etat sous diverses formes, et probablement une adaptation du statut économique des agriculteurs pour maintenir l'appareil productif.

C'est d'ailleurs la voie dans laquelle est engagée l'agriculture depuis plusieurs années, tant en ce qui concerne l'aide l'Etat que l'adaptation des exploitations.

L'Etat a dû intervenir à la fois pour maintenir le RBA par des subventions d'exploitation et pour permettre la poursuite de la capitalisation par des aides «exceptionnelles». Ces aides ont évidemment été apportées aux agriculteurs qui sont dans la phase active d'acquisition de capital (jeunes agriculteurs, agriculteurs ayant effectué des prêts de modernisation, agriculteurs en difficulté financière) (5).

L'adaptation des exploitations aux contraintes, que pose le niveau atteint par le capital nécessaire, commence à se

5. 1976, remise de frais financiers sur les prêts jeunes agriculteurs et certains prêts de modernisation.
1976 et 1977, distribution de 9 milliards de prêts calamités bonifiés.
1979, remise de frais financiers pour les producteurs de porcs ayant des prêts jeune agriculteur et de modernisation.
1980, remise de frais financiers sur les prêts bonifiés de la plupart des agriculteurs ayant investi depuis 5 ans.

faire. Ceci au moment stratégique que constitue pour une exploitation agricole, la transmission de son patrimoine à un jeune agriculteur. Les voies sont multiples. Dans le domaine législatif et réglementaire des tentatives sont effectuées pour reporter sur d'autres que l'agriculteur, la charge de capital (G.F.A. familiaux ou mutuels, sous-évaluation du bien à transmettre) ou pour l'étaler dans le temps (GAEC père-fils). Mais l'adaptation la plus importante vient probablement des agriculteurs eux-mêmes. Chez les jeunes, les revenus extérieurs de la femme permettent à la limite que l'exploitation ne procure aucun revenu disponible pendant un certain nombre d'années et que tout le revenu agricole soit consacré à l'accumulation.

Plus généralement il s'agira vraisemblablement, au moment de l'installation d'un successeur sur l'exploitation, de réaliser un consensus familial entre les cohéritiers pour

que les moyens de production ne soient pas transmis à leur valeur vénale afin de permettre sa survie économique. Cette perspective présente le double inconvénient, d'une part d'interdire l'accès à la profession de non-agriculteurs qui ne possèdent pas de capitaux, et d'autre part d'empêcher les agriculteurs et leurs cohéritiers de jouir du revenu accumulé dans les moyens de production.

Ces adaptations seront-elles pour autant suffisantes pour surmonter les contradictions, entre revenu et accumulation du capital, engendrées par le développement actuel ?

La politique agricole suivie depuis une vingtaine d'années devait faire apparaître des entreprises modernes capables d'affronter seules (c'est-à-dire sans aide de l'Etat) le marché. Or, elles apparaissent aujourd'hui plus que jamais dépendantes de ces aides.

Tableau 1.— Evolution du bilan de l'agriculture française
(millions de francs constants 1978)

	1960		1978		Variation 60/78
ACTIF	510.194	100%	897.724	100%	
Par chef d'exploitation (en francs)	246.000		728.000		x 1,76
Par travailleur actif (en francs)	94.300		319.500		x 3
PASSIF					
Capital des bailleurs	141.380	28%	261.049	29%	x 1,33
Dettes des agriculteurs	30.163	6%	123.571	14%	x 4,26
Par chef d'exploitation (en francs)	14.500		104.000		x 7,2
Capitaux propres des agriculteurs	338.651	66%	508.104	57%	x 1,50
Par chef d'exploitation (en francs)	163.300		412.000		x 2,50

Sources : CNCA. Calculs Y.M.-F.J.

Tableau 2.— Revenu brut investissements, revenu disponible
(millions de francs constants 1978)

	1960(1)	1970(2)	1978(3)	60/78
R B A (hors transferts sociaux)	61.917	69.401	64.010	x 1,03
Achats fonciers et versements de soultes	4.295	9.796	9.943	x 2,3
F B C F	9.986	18.272	18.738	x 1,9
Total investissements	14.281	28.068	28.681	x 2
Revenu disponible théorique après investissements	47.636	41.333	35.329	x 0,7
Part de l'investissement/R B A	23%	40%	45%	
R B A /exploitation en francs	29.854	43.703	51.914	x 1,7
Revenu disponible/exploitation en francs	22.968	27.521	28.653	x 1,2

1. Moyenne des trois années 1959/1960/1961

2. Moyenne des trois années 1969/1970/1971

3. Moyenne des trois années 1977/1978/1979

Sources : SCEES : Comptes de l'agriculture. S C A F R : Achats fonciers et versements de soultes. Calculs Y.M. - F.J.

Tableau 3.— Estimation de l'augmentation du revenu disponible par actif familial résultant de la diminution du nombre de travailleurs, l'endettement, l'inflation, les transferts sociaux et les revenus extérieurs
(Unité : Francs constants 1978)

	1960			1978			Accroissement 60/78 du revenu disponible /actif familial (F) écart	
	Total (millions de F)	Actif familial (F)	%	Total (millions de F)	Actif familial (F)	%		
Accroissement de l'endettement et inflation (1)	5.004	1.027		9.600	3.703		+ 2.676	x 3,6
Transferts sociaux en faveur des actifs familiaux(2)	1.196	747		2.909	1.683		+ 936	x 2,3
Total autres revenus disponibles	6.200	1.774	15 %	1.250	5.386	28 %	+ 3.612	x 3,0
Revenu disponible résultant de la production	47.636	9.777	85%	35.325	13.630	72%	+ 3.858	x 1,4
Revenu disponible total	53.836	11.551	100%	47.838	19.016	100%	+ 7.470	x 1,7
Estimation des revenus extérieurs des doubles actifs				27.140	10.470			
Transferts sociaux en faveur des inactifs	6.966	Inactif 2.630		19.710	10.551		inactif + 7.921	

1. Moyenne des accroissements 59/60 ; 60/61 et 77/78 ; 78/79

2. Moyenne 59/60/61 et 77/78/79